

# **Discours pour le 232e anniversaire de l'institution de la Première République en France**

lundi 23 septembre 2024, par [Jean-Michel TOULOUSE](#)

**Comme il l'a demandé, nous publions ci dessous l'intervention de Jean-Michel Toulouse faite à l'occasion du 232e anniversaire de l'institution de la première république dans le cadre du Pardem. Une pièce livrée au débat, après notamment le papier "Pour regagner l'électorat R.N., Justice sociale, morale et décence commune" qu'on trouvera à la "une" de notre site.**

Ici même, le 22 septembre 1792, le surlendemain de Valmy, bataille gagnée par les citoyens en armes-une armée de savetiers comme le relevait Goethe- fut proclamée la première République française.

Deux cent trente deux ans après, où en sommes-nous ? Quelle bataille nous faut-il gagner ,pour éviter ce que les Sans-Culottes ont empêché : la crucifixion de la Révolution et de la démocratie sur la Voie Appienne de la liberté par les nouveaux Brunswick ?

Car la situation est critique ! Nous sommes en pleine crise organique du capitalisme et de son système de « démocratie représentative ». Macron vient de planter le dernier clou sur le couvercle du cercueil de la démocratie française !

Non content de ne pas admettre sa défaite lors des dernières élections « européennes », il dissout l'Assemblée Nationale à la veille des jeux « olympiques »-au demeurant totalement pervertis par l'argent et instrumentalisés par Macron-, il perd les législatives des 30 juin et 7 juillet derniers, et refuse de nommer Première Ministre la personne désignée par la coalition arrivée en tête par le nombre de députés, violant ainsi une tradition républicaine ancestrale !

Il va même jusqu'à nommer un quasi-vieillard cacochyme, vieux cheval de retour de la droite LR, arrivée en 4eme position ! Lequel ne parvient même pas jusqu'à aujourd'hui à former un gouvernement qu'on nous promet pour demain -ou ce soir-mais qui sera un gouvernement des plus réactionnaires où la droite dominera alors qu'elle a été battue aux élections comme les macronistes !

C'est la manifestation claire que le système « représentatif » de la Ve République est à son dernier stade de pourrissement.

D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement , alors que le traité de Lisbonne adopté par un Congrès félon de 2008, qui n'hésita pas à piétiner la décision populaire du 29 mai 2005, imposa contre la volonté du Peuple des institutions supra-nationales qui mirent la démocratie et toutes les procédures démocratiques hors-jeu et les placèrent à l'abri de toute décision populaire ? Combien faudra-t-il de temps à nos partis politiques et syndicats bien intégrés à leur « Europe », pour comprendre que le Conseil « européen », la Commission de Bruxelles, la BCE, et la CJUE (Cour de Justice de l'Union Européenne),ont confisqué tous les pouvoirs que seule la souveraineté populaire peut rendre légitimes ? L'Etat français a été dépouillé de toutes ses compétences économiques, monétaires, politiques, juridiques, militaires(car l'adhésion à l'UE entraîne ipso facto la soumission à l'OTAN !), et diplomatiques !

Si bien que l'on peut se demander à quoi peuvent bien servir nos partis politiques actuels, de « droite » et de « gauche », et nos syndicats, eux-mêmes tous adhérents au système « européen » ou à la

CES(Confédération Européenne des Syndicats), véritables courroies de transmission du Capital multinational !

L'Etat français ne fait qu'expédier les affaires courantes, en permanence, puisque toutes les questions politiques sont déjà préemptées, ce qui ne le change pas de feu l'ex-gouvernement démissionnaire de Monsieur Attal !

Et chacun sait que même si Lucie Castets avait été nommée Première Ministre, le soir même de sa nomination, la Troïka mettait en route tout l'arsenal mobilisé en 2015 contre la Grèce : suspension des liquidités dans les banques, retrait de crédits, augmentation des taux d'intérêt, spéculations sur la circulation des capitaux à la vitesse de la lumière, sabotage des investissements, sans compter les manœuvres de l'extrême-centre, du RN et des débris de la droite, la devise de ces trois partis n'ayant pas changé : plutôt la réaction sur toute la ligne que le Front populaire, plutôt le bonapartisme illibéral macrono-lepéniste que la démocratie sociale !

Le soir de sa déclaration de politique générale, la coalition Ensemble-RN-LR (qui a la majorité absolue à l'Assemblée Nationale) aurait renversé ce gouvernement !

A quoi servait-il de clamer que le NFP avait gagné ces élections , alors qu'il n'a qu'une majorité relative, et que la pratique du « front républicain » avait contribué à sauver le macronisme en faisant élire 34 députés « EPR » de plus ?

Nous sommes donc dans une situation bloquée et personne ne peut dire de quoi demain sera-t-il fait. Tant chaque parti ou coalition calcule sa stratégie en fonction d'une deuxième dissolution en Juillet 2025, ou des présidentielles de 2027 , à supposer qu'elles n'aient pas lieu avant si Macron démissionne pour donner les clés du camion au RN ! Car pour lui et surtout pour le Capital, ce serait le moindre mal, puisque même le RN a passé par dessus bord tous ses beaux discours sur la sortie de l'UE, de l'euro, de l'OTAN et qu'il a donné des gages de respectabilité et de bienveillance au MEDEF et au capitalisme dans ses diners du soir avec le CAC 40 et les politicards de la droite , jetant ainsi le masque de sa prétendue préoccupation « sociale » !

Malgré l'accord du NFP pour rendre possible la saisine de la Commission des lois sur la destitution de Macron (article 68 de la constitution), mais que le « PS » ne poursuivra pas jusqu'au bout...il n'est même pas sur que la coalition n'explose pas en vol d'ici les prochaines présidentielles, quelle qu'en soit la date, car qu'y a-t'il de commun entre un « PS » depuis longtemps constitué en deuxième droite et une LFI qui prétend promouvoir un « populisme de gauche » pataugeant dans le « wokisme » et « l'intersectionnalité » au détriment de la lutte des classes ainsi invisibilisée, les deux protagonistes se disputant l'hégémonie à « gauche » ?

Il est vrai que ces quatre partis politiques qui composent ce NFP et prétendent incarner la « Gauche », sont tous européistes et atlantistes et que LFI a renié ses engagements de naguère s'agissant de l'UE, de l'euro et de l'OTAN ! Dés lors quel changement peuvent-ils incarner en restant dans ce carcan « européen » ? Et LFI espère-t-elle devenir autre chose qu'un nouveau Syriza ?

Le peuple l'a bien compris qui se désintéresse des jeux politiques, avec un pourcentage d'abstention de 48 % aux « européennes » et de 38 % au deuxième tour des législatives. Il était déjà de 36 % aux présidentielles de 2022 en comptant les blancs et les nuls !

Dés lors que faire ?

Le système politique de la Ve république est en putréfaction. Il faut l'achever et le changer ! Et puisque les partis politiques actuels en sont incapables car empêtrés dans leur délire « européen », il reste au peuple à se mobiliser lui-même. C'est pourquoi la seule solution politique mobilisatrice est de proposer un programme politique de rupture avec le système que nous subissons depuis des décennies, et d'appeler à travailler en profondeur pour la constitution d'Assemblées populaires locales fédérées au niveau national pour une nouvelle constituante et une démocratie sociale élaborées par le peuple lui-même et non par un « comité d'experts » ou un mini-peuple tiré au sort !

Cette nouvelle Constitution sera proposée à la seule instance légitime : le peuple français souverain par voie de référendum constituant !

Dans un monde qui se désoccidentalise, avec une France en voie de déclassement ( notre pays n'est plus qu'au septième rang en PIB , derrière les Etas-Unis, la Chine, le japon, l'Allemagne, l'Inde et le Royaume Uni , et encore plus loin en PIB calculé en PPA-parité de pouvoir d'achat-) et sur le point d'être dépassée par l'Italie, le Brésil, le Canada et la Russie ; seule l'initiative populaire et la mobilisation de tout son peuple sans exclusive sauvera la France, qui est appelée à remplir un autre rôle dans un monde en pleine transformation géopolitique, que celui que lui réserve la marionnette Macron et ses marionnettistes du Capital multinational et apatride !

Ainsi le peuple français sera fidèle à ses ancêtres Sans-Culotte de l'AN II, révolutionnaires de 1848, Communards de 1871, militants et résistants de 1936, 1940-44,1968,1995 et 2018 avec la forte et mémorable révolte des GJ !

Amis et camarades, il n'y a pas de dystopie fatale !

Les braises couvent sous les cendres, soufflons hardiment le vent de la régénération populaire et nationale !

**Jean-Michel Toulouse**

**21 septembre 2024**